



**LE RÔLE
DE LA FRANCE
EN EUROPE
ET DANS LE MONDE**

RÉAFFIRMER LE RÔLE DE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

Sommaire

AXES DE RÉFLEXION

- 4 Les objectifs
- 4 Objectif 1 : Faire de la PAC une stratégie européenne de long terme.
- 5 Objectif 2 : Réformer la gouvernance de l'UE.
- 5 Objectif 3 : Faire de l'Europe une puissance industrielle, qui défend ses entreprises et ses emplois.
- 7 Objectif 4 : Réformer la politique commerciale de l'UE.

AXES
DE RÉFLEXION

**AXES
DE RÉFLEXION**

Objectif 1 : Faire de la PAC une stratégie européenne de long terme

- S'opposer à toute baisse du budget de la Politique agricole commune (PAC) et le maintenir intégralement pour défendre notre agriculture française en Europe, en préservant notamment les paiements directs.
- Créer un fonds européen permanent de prévention et de gestion des crises agricoles incluant des instruments contracycliques permettant de garantir aux agriculteurs un revenu stable en cas de baisse importante des prix mondiaux.
- Construire une agriculture de production d'avenir, grâce au soutien aux jeunes agriculteurs, à la modernisation des exploitations, en protégeant nos terres agricoles de la financiarisation et en confortant notre volonté exportatrice.
- Refuser la baisse du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), et investir pour moderniser durablement nos flottes et soutenir les jeunes pêcheurs.
- Négocier un accord spécifique avec le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit, pour défendre l'accès des pêcheurs français aux eaux britanniques.
- Adopter une politique européenne incitant la consommation de produits agri- coles et de pêche locaux, pour développer les circuits-courts, notamment dans les cantines scolaires.

Objectif 2 : Réformer la gouvernance de l'UE

- Face à une Europe trop technocratique et souvent bloquée par les votes à l'unanimité, mettre en place l'Europe des coopérations renforcées - Europe dite à plusieurs vitesses - favorisant ainsi le volontariat dans la mise en œuvre de certains mécanismes nouveaux. En clair : certains États membres devront pouvoir enfin « aller plus loin » et ne plus être « bloqués » par d'autres ; notamment dans le contexte d'urgence sanitaire et économique et de relance.
- S'opposer à tout élargissement de l'UE et arrêter les négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord.

Objectif 3 : Faire de l'Europe une puissance industrielle, qui défend ses entreprises et ses emplois

- Renforcer le « Mécanisme européen de filtrage des investissements étrangers ». Alors qu'il n'est toujours pas véritablement en œuvre à l'échelle de l'UE, certains États membres ont déjà des mécanismes visant à contrôler les investissements étrangers sur leur territoire, notamment pour les entreprises stratégiques. Il s'agirait de l'étendre, rapidement, notamment aux secteurs sanitaires.
- Revoir les règles européennes d'appels d'offre afin de permettre le recours aux produits locaux dans la restauration collective notamment ; réviser la section 3 de la directive

2014/24/UE, qui traduit le principe de non-discrimination et d'égalité d'accès aux marchés publics des traités européens en permettant l'exclusion des marchés publics de restauration collective.

- Revoir le droit de la concurrence au niveau européen, car la politique industrielle est parfois perçue comme le parent pauvre de la libéralisation du marché unique. Il faut réexaminer les règles de concurrence de l'UE, évaluer les conditions imposées en matière de contrôle des concentrations et les lignes directrices concernant les aides d'État, afin de permettre l'émergence de leaders européens dans les secteurs stratégiques tels que la pharmaceutique, l'énergie, les transports, l'intelligence artificielle.

- Mettre en place la barrière écologique : nous proposons de taxer les émissions de carbone rendues nécessaires pour la production et le transport des produits importés en Europe. Face aux produits importés de l'autre bout de la planète, c'est à la fois un outil pour lutter contre dumping (et ainsi protéger nos entreprises et nos emplois) et pour protéger l'environnement naturel du continent. C'est l'exemple même d'une ambition politique qui allie protection de l'environnement et promotion de notre économie nationale / européenne.

- Mettre en place une taxe d'égalisation des géants extra-européens du numérique (dits « GAFAM » pour Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), pour financer l'investissement public européen dans la recherche et l'innovation, notamment l'Intelligence artificielle.

Objectif 4 : Réformer la politique commerciale de l'UE

- En finir avec la naïveté de la politique commerciale et exiger la réciprocité, notamment dans l'ouverture des marchés publics (chinois et américains particulièrement dont respectivement 0 et 10% sont accessibles aux entreprises européennes, alors que les marchés publics européens sont ouverts à hauteur de 90%).
- Réserver au moins 50 % du marché européen aux entreprises de l'UE, notamment à nos PME, à travers la mise en place d'une préférence européenne claire, autrement appelée « Buy European act ».
- Affirmer le rôle international de l'euro comme alternative au dollar. L'euro est la deuxième monnaie mondiale, constituant 20% des réserves de banques centrales et utilisée dans près de 40% des échanges internationaux. Les accords commerciaux négociés par l'Union européenne devraient contenir des clauses obligeant les échanges à être effectués en euro. L'euro doit aussi être renforcé comme monnaie de réserve, notamment en développant une alternative européenne au système de transactions bancaires internationales SWIFT utilisé pour promouvoir les intérêts américains.

RAPPORT D'ÉTAPE DES FORUMS

JUILLET 2020



RETROUVEZ LE RAPPORT D'ÉTAPE DES FORUMS THÉMATIQUES DES RÉPUBLICAINS



DÉCOUVREZ NOS AUTRES LIVRETS